

# Amériques

Etats-Unis

## Richard Lee, militant en herbe

**Homme d'affaires et fondateur de la première université consacrée au cannabis, ce personnage atypique se démène pour que la Californie légalise la marijuana le 2 novembre prochain.**

Los Angeles Times (extraits)  
Los Angeles

**A**ssis dans son fauteuil roulant, Richard Lee emprunte la rampe pour accéder à la scène puis se dirige vers une table recouverte d'une nappe verte où sont brodés les mots Oaksterdam University. Lee est le fondateur de la première université du cannabis du pays. Il possède également un dispensaire, une pépinière, et a d'autres activités liées au cannabis qui lui rapportent 7 millions de dollars [5 millions d'euros] par an. Il s'adresse ce jour-là à 70 étudiants qui espèrent suivre ses traces et devenir, comme lui, des entrepreneurs à succès.

Pour Lee, 47 ans, son affaire florissante est avant tout un outil politique pour obtenir la fin de décennies de prohibition. Il est convaincu que les Américains acceptent une légalisation de l'herbe s'ils voient qu'on peut en fumer et prélever des impôts dessus sans conséquences néfastes. "Quand j'ai commencé, on m'a dit : 'Ça ne marchera pas. Ce sera l'apocalypse.' Je n'avais pas d'autre choix que de tenter le coup. Je vous rappelle qu'il ne s'agit pas simplement de faire pousser du cannabis, d'en vendre et de gagner de l'argent. Impliquez-vous dans la politique et bonne chance."

### "Cette cause m'a sauvé la vie"

Lee a fait de son entreprise d'Oakland une sorte de projet pilote pour la légalisation du cannabis et espère aujourd'hui que les électeurs californiens vont passer au stade suivant. C'est lui qui est derrière la Proposition 19, référendum d'initiative populaire qui sera soumis aux électeurs californiens le 2 novembre 2010 et qui vise à autoriser la culture et la possession de cannabis ainsi que la vente au détail et la taxation des bénéfices par les autorités. Il a dépensé 1,5 million de dollars pour élaborer cette proposition et faire campagne en sa faveur.

Avec sa mèche sur le front et son sourire timide, Lee a un air juvénile désarmant. C'est pourtant l'un des porte-parole les plus visibles et les plus efficaces de la légalisation. A la télévision, il donne l'impression d'être un homme sérieux, bien informé et étonnamment franc pour quelqu'un qui est devenu millionnaire en vendant une drogue qui est toujours illécite selon les lois fédérales. Fondée il y a trois ans, l'Oaksterdam

University lui a donné une plate-forme. Au début, il s'agissait d'une blague. Lee avait fait passer dans un journal une petite annonce proposant "une formation de qualité pour le secteur du cannabis". Il n'avait aucune intention de dispenser cette formation, c'était de l'agit-prop pour éveiller l'intérêt des médias. Mais, en quelques jours, il s'est retrouvé avec une liste de candidats et de cette plaisanterie est née une université.

L'Oaksterdam University propose des cours de culture du cannabis, de cuisine, de droit et de commerce. Elle occupe un immeuble de bureaux à Oakland mais propose également des cours à Los Angeles, Sebastopol et North Bay, dans le Michigan. Douze mille étudiants en sont déjà sortis diplômés. Les frais de scolarité vont de 250 dollars [178 euros] pour un stage d'un week-end à 650 dollars [462 euros] pour un cursus de treize semaines. L'université est la pièce maîtresse de l'entreprise de Lee. Elle est située près de l'hôtel de ville d'Oakland, dans un quartier à l'abandon qui a commencé à revivre quand des dispensaires de cannabis sont venus s'y installer. Lee a ouvert l'un des premiers en 1999. Pour démontrer que le cannabis pouvait générer des rentrées fiscales et des emplois comme n'importe quel autre secteur, il a diversifié ses activités et ouvert un magasin qui vend des plants issus de sa pépinière ainsi qu'une boutique de cadeaux. Il emploie aujourd'hui 52 personnes.

Au coffee shop Blue Sky, son dispensaire, Lee tente de démontrer qu'une boutique où l'on vend de l'herbe est aussi inoffensive qu'une épicerie. Il se rend dans la pièce où l'un de ses salariés propose de l'Hindu Skunk (une variété de cannabis), des sucettes et des petits gâteaux aromatisés au cannabis ainsi qu'une préparation à base de cannabis, d'algue et de luzerne très représentative, selon lui, de la contre-culture de la Californie du Nord. Richard Lee exerce son activité dans la zone grise créée par les contradictions des réglementations fédérale, californienne et municipale, qui reflètent d'ailleurs la division du pays sur la question. D'après le Bureau du procureur général de Californie, les dispensaires et les pépinières de cannabis doivent être des coopératives à but non lucratif dirigées par les patients eux-mêmes ou par du personnel habilité à dispenser des soins. C'est un avis partagé par la plupart des villes qui en comptent, mais, à Oakland, un dispensaire peut être géré par un particulier et faire des bénéfices, à condition que ceux-ci ne soient pas "excessifs". La réglementation fédérale, quant à elle, interdit le cannabis à quelque fin que ce soit. Le gouvernement Obama a cependant décidé de ne pas poursuivre les propriétaires de dispensaire qui se confor-

ment "sans ambiguïté" au droit en vigueur dans leur Etat.

Lee a grandi au Texas et fréquenté une lycée catholique. Ses parents, des républicains pur sucre, ont enseigné à leurs cinq fils que le cannabis était "la plante du diable". Aujourd'hui ils soutiennent pourtant son projet. Lee a entamé un cursus de communication à l'université de Houston, puis il a abandonné ses études pour devenir régisseur lumière pour des groupes de rock. En 1990, en tournée avec Aerosmith, il fait une chute et tombe sur sa ceinture à outils. Gravement blessé à la moelle épinière, il se retrouve paralysé à partir de la taille. Cet accident a bouleversé sa vie. Un an plus tard, sur le parking d'un Jack in the Box [une chaîne de fast-foods] de Houston, il se fait voler sa voiture sous la menace d'une arme. La police met quarante-cinq minutes à arriver. Quand Lee, qui a laissé son fauteuil roulant à la maison, demande à être raccompagné chez lui, un des policiers lui balance : "Pourquoi, on a une tête de taxi?" Lee rumine cette affaire pendant un bon moment puis il a une révélation. "Je me suis dit que la police perdait son temps à courir après de simples consommateurs de cannabis, au lieu de traquer les vrais criminels." C'est ainsi qu'il décide de lancer sa croisade pour la légalisation du cannabis. "Cette cause m'a sauvé la vie", souligne-t-il.

Il commence par installer un stand d'information sur le cannabis devant le commissariat central de Houston. "J'ai tenu une quinzaine de minutes", se remémore-t-il. Un policier repère une pipe à eau et l'arrête. Lee passe une nuit en prison. En 1992, il ouvre une boutique consacrée au cannabis non psychotrope. Il la nomme Legal Marijuana :

### "J'ai toujours été pour la légalisation totale. Le côté médical n'est pour moi qu'un moyen d'y accéder."

The Hemp Store [Marijuana licite : la boutique du chanvre]. Lee explique à ses clients qu'il est absurde d'interdire une plante aussi utile et protéiforme que le chanvre. Il leur parle également des avantages médicaux du cannabis - expliquant que cela calme les spasmes qu'il a dans les jambes. Aujourd'hui il évite le sujet : "J'ai toujours été pour la légalisation totale. Le côté médical n'est pour moi qu'un moyen d'y accéder."

Lee s'installe en Californie en 1997 - un an après que cet Etat a autorisé la consommation de cannabis à des fins médicales. Il monte une plantation qui donne une demi-douzaine de kilos par mois dans un entrepôt

**Le blason de l'Oaksterdam University, fondée en 2007 par Richard Lee, reflète un sens de l'humour subversif : il est copié sur celui de Harvard, mais avec le mot "cannabis" à la place de "veritas".**



d'Oakland et vit dans cet entrepôt pendant sept ans. D'après Jeff Jones, dont la coopérative de cannabis médical se fournit chez Lee et qui est l'un de ses plus proches alliés, Lee vivait en reclus. Il admire la façon dont il a réussi à "sortir de son placard depuis ces dix dernières années". En s'exposant davantage, Lee se révèle un stratège politique. En 2004, la municipalité d'Oakland s'attaque aux dispensaires. Lee lance une consultation populaire pour exiger de la police municipale qu'elle fasse du cannabis sa dernière priorité. Pour séduire les non-consommateurs, il fait passer cette initiative non comme un projet de légalisation mais comme un moyen de "réglementer et taxer" le cannabis. La mesure est adoptée à 65% des voix.

### 50% d'électeurs procannabis

Le cannabis est désormais pratiquement légal à Oakland. Certains clubs en vendent aux adultes sans même prétexter un usage médical. Quatre dispensaires versent un impôt, voté l'année dernière, qui a rapporté près de 800 000 dollars à la ville. Le conseil municipal soutient aujourd'hui la Proposition 19 de Lee en faveur de la légalisation, a approuvé la construction de quatre énormes plantations en serre et a inscrit une augmentation de l'impôt sur le cannabis au programme du scrutin du 2 novembre. Les membres du conseil municipal, qui étaient jadis les adversaires de Lee, le considèrent maintenant comme un homme d'affaires avisé.

Lee a décidé de faire campagne pour l'organisation d'une consultation populaire dans tout l'Etat bien que de nombreux militants lui aient demandé d'attendre. Mais il est convaincu que la récession donne encore plus de poids à son message de réglementation et de taxation. Il a versé de sa poche les trois quarts des quelque 2 millions de dollars que la campagne promarijuana a engrangés jusqu'ici. En décidant de faire cavalier seul, il s'est aliéné certains partenaires naturels, notamment les riches donateurs qui avaient financé les mesures adoptées précédemment pour assouplir la réglementation californienne en matière de drogues et il s'est attiré les foudres de certains militants du cannabis médical, qui préfèrent le statu quo actuel et craignent que sa proposition ne vienne perturber leur activité et empêche les patients d'avoir accès au cannabis.

D'après les sondages, la moitié des électeurs californiens soutiennent aujourd'hui la Proposition 19. Lee, qui professe un dégoût viscéral pour la politique, aurait préféré rester dans l'ombre jusqu'au scrutin. Mais sans personnalités de premier plan pour soutenir sa proposition, il demeure son défenseur le plus visible.

**John Hoeffel**

Richard Lee dans une de ses plantations à Oakland.





# Amériques



Mexique

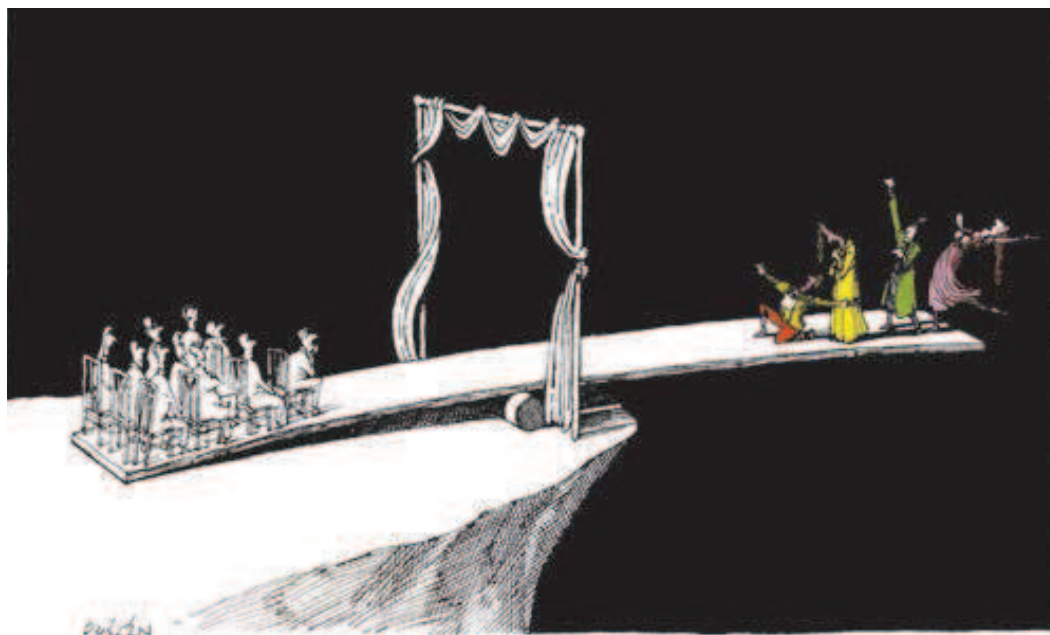
## Devant la culture, les cartels sortent leurs revolvers

En raison de l'instabilité qui règne dans le nord du pays, bon nombre de spectacles sont annulés. Et pour les acteurs, il ne fait pas bon s'y aventurer.

El Universal Mexico

**D**ans certaines régions du pays, être acteur est un métier à haut risque. La criminalité est en train d'étouffer toute expression artistique. Les artistes et les comédiens qui osent, malgré la crise économique et la violence engendrée par le trafic de drogue, se produisent dans ces régions maudites doivent organiser les répétitions et les représentations au rythme des grenades et des fusillades. Les comédiens doivent également accepter de jouer devant des salles vides. Dans certaines villes comme Acapulco, la production artistique a chuté de 60 % ces derniers mois. Désormais, les acteurs sont très souvent la cible de pressions. "Il faut vraiment applaudir ceux qui viennent monter des spectacles. C'est un acte de bravoure, une sorte de manifestation politique", estime l'acteur Víctor Carpinteyro.

María Rojo, présidente de la commission de la culture au Sénat, s'inquiète de la baisse "impressionnante" de l'activité théâtrale dans le Tamaulipas, le Nuevo León, le Sinaloa et le Guerrero. Elle craint par-dessus tout d'avoir à constater que les comédiens risquent leur vie dans cette partie du pays – particulièrement dangereuse en effet. Le 29 septembre, en début de matinée, les comédiens Alberto Estrella, Isaura Espinoza et Osvaldo de León – très connus pour leur travail au cinéma et à la télévision – sont arrivés à Matamoros, dans le Tamaulipas, pour la répétition générale de leur pièce *En el centro del vientre* [Au centre du ventre], œuvre récompensée par le Prix national d'art dramatique. A leur arrivée, ils ont été accueillis par un impres-



↑ Dessin de Dusan Petricic, Serbie.

sionnant dispositif policier. Le centre-ville était bouclé et l'accès au théâtre impossible. Une grenade venait d'exploser à la mairie. Un vendredi de violence ordinaire. Les trois acteurs avaient fait le déplacement pour participer au Festival international du Tamaulipas, l'un des événements les plus importants au plan national dans le domaine théâtral.

### Festivités revues à la baisse

Ils ne sont pas les seuls dans la région à avoir été confrontés à la violence. Au cours de l'été, le programme de la quinzième édition du Festival de la Huasteca, qui a eu lieu à l'Espace culturel de Tampico [prin-

cipale ville du Tamaulipas], a dû modifier sa programmation. Certaines représentations ont même été annulées par crainte de violences. D'un commun accord, le public et les organisateurs ont refusé de risquer leur vie. Toute manifestation publique est désormais suspendue à la crainte d'un événement violent.

C'est ainsi que plusieurs municipalités ont été contraintes de revoir les festivités prévues à l'occasion du Bicentenaire de l'indépendance. A Ciudad Juárez, dans le Chihuahua, la cérémonie traditionnelle du Cri de l'indépendance [le jour de la fête nationale, les Mexicains se réunissent sur la place publique pour crier "Viva Mexico !"] n'a pas eu lieu par crainte d'un attentat. Représentations théâtrales, fêtes folkloriques et concerts, toutes les manifestations culturelles souffrent de l'insécurité qui règne dans le nord du pays.

Ceux qui s'y risquent peuvent le payer très cher. Le 2 mai, par exemple, lors du Festival de musique de groupe à Monterrey, dans le Nuevo León, une fusillade a entraîné la mort de 5 personnes et fait 17 blessés. Víctor Carpinteyro raconte qu'une compagnie théâtrale qui avait monté un spectacle "est restée retranchée toute une nuit sur le lieu des répétitions sans

pouvoir sortir, à cause d'un affrontement entre militaires et narcotrafiquants".

Pourtant, lorsqu'on évoque cette situation dramatique avec l'acteur, il reste relativement optimiste. Pour lui, le théâtre demeure un espace de réflexion sur la société. Si certaines précautions sont prises, il ne devrait pas constituer une menace pour les trafiquants puisque les auteurs et les comédiens se gardent bien de dénoncer un cartel en particulier.

### Des contrôles en permanence

Cette situation touche plus particulièrement les artistes qui ne sont pas originaires du nord du pays mais qui osent s'y aventurer. Dans le Tamaulipas – comme dans le Chihuahua, le Nuevo León et le Sinaloa –, qu'ils soient journalistes, médecins ou acteurs, les étrangers ne sont pas les bienvenus.

Un artiste en tournée dans le nord du pays raconte comment il a été arrêté par un commando en rentrant à son hôtel : "Tu fais partie du gang des Zetas ?" lui ont demandé des hommes armés après lui avoir donné l'ordre de baisser la vitre du véhicule. "Non, je suis acteur", leur a-t-il répondu. La scène n'a duré que cinq minutes mais le comédien se souvient qu'elle lui a paru "une éternité". Les malfrats l'ont laissé partir, mais ils l'ont suivi jusqu'à son hôtel pour s'assurer qu'il n'avait pas menti. Quant à un autre comédien en visite, il a dû réciter le texte qu'il allait jouer le soir même pour pouvoir traverser une avenue. **Elena Michel**


  
**PARTOUT AILLEURS**
  
 Pierre Weill
   
 vendredi 19h20-20h
   
 en partenariat avec 

**"Il faut applaudir ceux qui viennent monter des spectacles."**